



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Les Pages Ardéchoises

Bulletin trimestriel de la Section Ardéchoise
de la Fédération Syndicale Unitaire
pour les Services Publics.

Directrice de la publication CPPAP 0120 S 07525 - Valérie BENMIMOUNE Maison des syndicats 07000 PRIVAS

N°105

septembre 2021

Édito

Étrange été mais rentrée agitée

En juin la manifestation contre le « climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés individuelles et collectives » nous a permis de nous faire entendre. Et puis en juillet, beaucoup, notamment de l'Éducation nationale, ont profité de congés plus que mérités, les masques et les protocoles ayant mené trop d'entre nous à l'épuisement. En contact avec un public souvent nombreux, nous n'avons jamais bénéficié d'une quelconque priorité autre qu'en trompe-l'œil pour nous faire vacciner mais pourtant la plupart d'entre nous ont joué le jeu autant que possible, voire au delà.

Comme le reste de la crise sanitaire, la gestion de la vaccination par ce gouvernement a été calamiteuse. **Au lieu de lancer une campagne collective, informative, facilitante, il a encore une fois joué sur l'individualisme, renvoyé aux responsabilités des uns et des autres et attisé les rancœurs par une communication méprisante.** Alors il était tentant d'aller rejoindre ces manifestations anti-pass... mais comment défiler derrière les banderoles anti-masques et anti-vax avec toutes les dérives conspirationnistes qu'on a vues ?

La FSU nationale a participé à un recours constitutionnel contre la loi, publié des communiqués de presse et en Ardèche, nous avons pu signer une tribune sur le nord du département. **Il était vital de redire la nécessité de la levée des brevets, de dénoncer encore la mise à mal des services publics, seuls à même de faire face à la crise, et les multiples dérives autoritaires et antisociales, « contreparties » de cadeaux toujours plus révoltants à ceux qui se gavent de fonds publics depuis mars 2020.**

Une vraie réponse se dessine avec plusieurs journées de mobilisation dans ce paysage de rentrée pour le moins dévasté :

- **le 23 septembre** pour dire ce qu'il aurait fallu pour que le retour à l'école se passe dans de bonnes conditions et présenter d'autres idées de ce qu'on aurait pu faire des milliards offerts au secteur privé ;
- **le 5 octobre** pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études ;
- **le 19 octobre** pour un vrai statut d'AESH, des emplois et une école inclusive dignes de ce nom.

PRIVAS CC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE
DÉPOSÉ LE 16/09/2021

Les Pages Ardéchoises

SOMMAIRE

- p. 1 Édito
- p. 2 Loi sanitaire / RESF
- p. 3 La FSU 07 dans les instances
- p. 4 Congrès départemental (16-17 décembre)

Et comme il n'est jamais inutile de faire un pas de côté pour voir un peu plus loin, nous préparons le prochain congrès départemental, les 16 et 17 décembre 2021. En 2020, le génie Blanquer avait rendu facultatifs les deux derniers jours de classe de l'année. Nous vous proposons cette année de les investir pour réfléchir à ce que nous voulons que notre fédération porte pour l'avenir. **Pour dessiner la FSU que nous souhaitons et la rendre plus forte dans ses orientations, nous comptons sur le plus grand nombre.**

Valérie Benmimoune

Loi sanitaire et les régressions sociales

Fin juillet, huit organisations du secteur d'Annonay, dont la FSU Ardèche, ont décidé de soutenir le texte "Refusons le projet de loi sanitaire et les régressions sociales" publié à l'initiative d'un collectif de responsables associatifs, d'élus et de personnalités qui s'opposaient à la nouvelle loi étendant le pass sanitaire. Ce texte dont vous retrouverez ici des extraits, est à retrouver sur fsu07.fsu.fr.

Le pass sanitaire marquera la vie de millions de Français-es, puisqu'en très peu de temps, et encore plus dès lors que le test PCR ne sera plus gratuit, toute vie sociale et professionnelle sera contrainte par le fait d'être vacciné. Pourtant, cette décision a été prise de façon autoritaire, non démocratique, dans un cadre de délibérations obscures [...] Elle passe outre toute discussion réelle au Parlement qui est, une fois encore, considérée comme une chambre d'enregistrement. **La démocratie ne saurait être sacrifiée, et elle est pour nous plus que jamais la clé pour sortir de cette crise.** [...]

Une vaccination large et massive est nécessaire pour combattre cette pandémie, à commencer par la couverture des plus fragiles. Nous nous démarquons de toutes celles et ceux qui font de leur opposition frontale au vaccin un déversoir sectaire et complotiste et nous dénonçons fermement toute assimilation de la stratégie vaccinale à la Shoah ou à l'apartheid.

Le pass sanitaire est antisocial.

Nous dénonçons la méthode employée par le gouvernement, génératrice de fortes tensions, ce qui est délétère en pleine crise épidémique. Les premiers leviers activés devraient être un grand débat démocratique, une information d'ampleur, des droits d'utilisation sur le temps de travail pour se faire vacciner, une prévention notamment par la gratuité des masques, une couverture bien plus importante des centres de vaccination et des moyens associés plus conséquents... **La corrélation entre la vaccination et les revenus fait dire qu'en l'état actuel le pass**

sanitaire est antisocial. Ce sont des milliers de milliers de travailleurs-ses qui se trouvent contraint-es et menacé-es de sanctions graves.

Depuis le début de la pandémie, les moyens financiers et humains réclamés par les syndicats et associations de soignants, pour remettre debout les hôpitaux publics et soigner correctement, n'ont pas été octroyés. Il en est de même pour les Ehpad. Pire, dans certains endroits nous constatons même que la casse de l'hôpital public continue (fermeture de lits, suppressions de poste...).

Et pendant ce temps, la France s'oppose toujours, avec l'Union européenne, à la levée des brevets au sein de l'Organisation mondiale du commerce, alors que c'est la seule façon pour que, dans les pays pauvres et émergents, les vaccins puissent être fabriqués et distribués massivement. C'est à la fois une question de solidarité internationale, de santé publique et d'efficacité. **Car tant que la pandémie ne sera pas résolue à l'échelle mondiale, elle ne le sera nulle part.**

Enfin, pendant que ces décisions heurtent et divisent la population, de graves attaques contre les droits sociaux sont annoncées. Autoritarisme et casse sociale vont de pair. La réforme régressive de l'assurance-chômage serait entérinée dès le 1er octobre, diminuant fortement les durées et les montants des allocations des chômeurs. Et Emmanuel Macron a confirmé sa volonté de reporter l'âge légal de départ en retraite et la fin de tous les régimes spéciaux. Alors que le patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté de 30% en 2020, le gouvernement ne revient aucunement sur toutes les largesses qu'il leur a accordées depuis le début du quinquennat et veut faire payer la crise aux chômeurs et aux retraités. À l'inverse, nous demandons que soient mis à contribution, bien davantage qu'aujourd'hui, les multinationales et les très riches, au profit de la solidarité nationale. **Nous exigeons une politique sociale ambitieuse, passant par des services publics de qualité et des droits sociaux plus importants.** [...]

RESF : quelques lueurs d'espoir depuis l'arrivée du nouveau préfet

Le changement de ton était déjà perceptible mais il a été confirmé lors de l'audience accordée à trois militantes du réseau le 19 juillet. Le dialogue s'est révélé beaucoup plus constructif, plus argumenté également car il n'est bien sûr pas question de ne pas appliquer la loi (et le gouvernement est toujours, on le sait, déterminé à mener la vie dure aux étrangers). **Néanmoins M. Devimeux a un discours ouvert, il se montre à l'écoute et examine précisément les dossiers avec, semble-t-il, une certaine humanité** qui lui fait dire par exemple qu'une femme doit a priori être protégée et qu'un jeune doit voir sa situation étudiée en détails. La porte n'est plus fermée, le sort

des familles n'est plus scellé avec morgue et à la hache sans discussion possible. **Pas de victoire à crier mais un sentiment d'apaisement que nous nous n'avions pas connu depuis trois ans.**



LA FSU 07 DANS LES INSTANCES

Comité Technique Spécial Départemental 1er degré

Le CTSD 1er degré a été réuni vendredi 3 septembre. La déclaration liminaire des représentants du SNUipp-FSU est publiée sur 07.snuipp.fr. En voici des extraits.

Autosatisfecit : la suite !

Heureusement qu'il est là, le ministre de la communication nationale : grâce à sa politique, tous les CP savent lire désormais, l'éducation prioritaire est devenue essentielle à la France, plus d'un milliard a été injecté dans la revalorisation des enseignants. Tant pis si ces affirmations sont des demi-vérités, plus c'est gros, plus on rit de ce spectacle de ripolinage permanent de la réalité. La vérité c'est que les évaluations nationales montrent qu'il y a toujours des élèves de CP qui ne savent pas lire [...] La vérité, c'est qu'il s'attribue des revalorisations qu'il a combattues : le dégel du point d'indice de 2016 et le PPCR. [...]

Le ministre voudrait nous faire rêver sur son bilan mais la profession a compris depuis bien longtemps qu'il ne fallait plus croire le prestidigitateur en chef. La cerise sur le gâteau, c'est qu'il se pose comme le sauveur de l'école lors de la pandémie alors qu'elle n'a tenu que par le seul investissement des personnels ! Que penser de ses dernières déclarations laissant penser que la prime de rentrée serait détournée par les familles au profit de l'achat d'écrans plats ? Elles sont indignes d'un ministre de la République.

Une campagne sur la laïcité ratée

Et comment recevoir cette campagne sur la laïcité qui entretient une profonde confusion sur le sens de ce qu'est la laïcité ? Cette campagne mélange la question de l'identité, par des assignations stéréotypées de cou-

leur de peau et de prénom, à celle de la laïcité, et renforce ainsi l'idée que les menaces contre la liberté de conscience seraient liées aux différentes origines.

Les choix opérés ne pourront qu'alimenter les polémiques et entretiendront, tant chez les élèves que chez leurs parents, les confusions autour de ce grand principe de la République. La FSU revendique un investissement majeur dans le service public largement plus favorable à la défense des valeurs d'une république laïque et sociale qu'une stratégie de communication des plus ambiguës.

Des moyens pour les services publics

Le plan d'urgence de 2020 n'a profité à aucun service public. Alors qu'au nom de l'emploi, un soutien financier sans précédent est toujours versé aux entreprises, les services publics, véritables amortisseurs de la crise sanitaire, continuent de tourner au régime austéritaire. L'hôpital continue son asphyxie budgétaire, l'Éducation nationale son manque d'air, de moyens en personnels, formations, salaires, ... [...]



CHSCT départemental : conditions de travail des AESH

Le CHSCT départemental s'est réuni le 17 juin 2021. Le compte-rendu rédigé par les représentant-es FSU est publié sur le site de la FSU Ardèche. Nous reprenons ici la partie concernant les AESH.

« Grâce » à la mise en place du système des PIAL, les AESH ont de plus en plus d'élèves à accompagner ; auparavant trois élèves maximum étaient suivi-es par un-e AESH, maintenant on peut arriver à onze ! Même si le DASEN nous oppose qu'en Ardèche, on est très proches de la moyenne nationale qui est quatre, **nous avons des retours qui confirment l'augmentation du nombre d'élèves à accompagner et surtout des élèves ayant des problématiques différentes et en même temps.**

Nous avons dénoncé le fait que les AESH ne touchent des frais de déplacement que si ils-elles travaillent sur des communes non limitrophes. Nous avons insisté sur la faiblesse des salaires du fait des temps partiels subis [...]

Une autre conséquence du PIAL : les changements d'affectation en cours d'année à cause desquels le deuxième emploi devient impossible alors qu'il est vital. Le DASEN nous répond qu'il a donné consigne de faire attention en terme d'horaires ; le lieu peut évoluer en fonction des besoins et seulement par journée entière. Le principe serait une journée par établissement. Selon nous, dans les faits, c'est plutôt par demi-journée que ça fonctionne. Nous faisons remarquer que la taille des PIAL rend cette mesure de « protection » bien dérisoire car en plus, c'est souvent du jour au lendemain que les changements sont notifiés. M. le DASEN s'engage à faire le point avec les pilotes de PIAL.

L'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens fait partie des revendications portées pour la journée d'action du 19 octobre.

Ont participé à la rédaction de ce journal :

Valérie BENMIMOUNE, Houria DELBOSC, Olivier JEUNET et d'autres militant-es de la FSU Ardèche.

CONGRÈS DÉPARTEMENTAL DE LA FSU

À Privas, jeudi 16 et vendredi 17 décembre 2021

Tous les trois ans, la FSU organise un congrès national afin de débattre collectivement des orientations qui guideront son action et ses interventions. Le prochain aura lieu du 31 janvier au 4 février 2022 à Metz.

Afin de permettre à tou·tes les adhérent·es des syndicats de s'emparer de ces enjeux, le congrès national est préparé dans des congrès départementaux. C'est l'occasion de s'informer, de s'exprimer, de débattre et

d'élaborer ensemble, afin de contribuer au débat national. C'est donc un moment essentiel pour la vie de la FSU. À l'issue de ce congrès départemental, des délégué·es élu·es iront au congrès national pour porter la parole des adhérent·es ardéchois·es. **Porté·es par un congrès départemental riche en nombre et en qualité de débats, ils et elles seront d'autant plus légitimes dans leur participation au congrès national.**

Rapport départemental d'activité 2020-2021 : militer en temps de covid

La crise sanitaire n'a pas manqué d'avoir un impact fort sur nos vies militantes aussi. Si nous avons eu à cœur d'accompagner et d'informer tous les personnels, des projets ont du être reportés comme l'invitation de Grégoire Cochetel qui a travaillé autour de l'articulation enseignant·e/AESH/élève. Ce n'est que partie remise.

1. Engagé·es pour la justice sociale

Nous avons mené le combat contre la réforme des retraites jusqu'au bout. La lutte contre la Loi sécurité globale nous a permis d'intégrer des collectifs intersyndicaux et associatifs larges dans le département. Nous nous y sommes investi·es dans la mesure de nos moyens militants, au moins en diffusant les informations à nos syndiqué·es afin de soutenir ce mouvement long aux revendications multiples parfois difficiles à agréger. Ainsi lorsque les groupes constitués dans ce cadre ont lancé des discussions sur la mobilisation contre le pass sanitaire, nous n'avons pu signer qu'un texte en juillet à Annonay, tant les revendications portées par les manifestations dans ce cadre s'éloignaient de nos mandats et de nos convictions.

Au sortir du confinement du printemps 2020, nous avons intégré le Collectif « Plus jamais ça ! » d'Aubenas mais les forces nous ont malheureusement manqué pour y participer pleinement.

Dans l'Éducation nationale, nous avons notamment soutenu les mobilisations des AESH et même si leurs revendications sont loin d'être prises en compte, ces actions ont permis de commencer à faire bouger les lignes et d'ouvrir des négociations qui doivent continuer à l'automne au niveau national.

Engagée pour les droits des migrant·es, la FSU accueille les assemblées générales de RESF à la maison des syndicats et a participé activement à l'organisation des mani-

festations et au dialogue avec les autorités préfectorales. C'est en lien avec RESF que nous avons été à l'initiative avec la CGT de la marche pour les libertés et contre les idées d'extrême droite à Privas le 12 juin 2021, rassemblant de nombreuses associations et quelques partis sur la base d'un texte d'appel limpide et nécessaire.

2. Engagé·es pour la formation syndicale

La crise a sanitaire a fortement impacté cette formation syndicale, obligeant à l'utilisation d'outils numériques nouveaux et empêchant le déplacement des intervenant·es. La FSU 07 a toutefois organisé les traditionnels stages liés au conseil d'administration des établissements scolaires du second degré, ainsi qu'un stage «New Public Management et CHSCT» très suivi. Il est à cette occasion apparu que la visioconférence, si elle rend difficile les échanges et les débats, favorise la participation de collègues éloigné·es des lieux de stage.

3. Engagé·es dans les instances, pour les collègues

L'IA-DASEN de l'Ardèche a convoqué les instances départementales selon le planning habituel, en ajoutant des réunions exceptionnelles liées à la crise sanitaire. Les représentant·es FSU qui ont siégé en ont tiré une absolue certitude : la visioconférence est la meilleure manière de brider les débats et de limiter l'expression des personnels au sein de ces instances statutaires. La FSU ne peut donc que dénoncer le fait que le fonctionnement en visio ait été maintenu au delà du raisonnable : alors que nous étions en classe entière tous les jours, nous ne pouvions être reçus à la DSDEN à plus de 6 personnes.

4. Engagé·es pour informer les syndiqué·es

La FSU 07 poursuit son travail de communication en direction des syndiqué·es FSU avec les Pages Ardéchoises, la Lettre d'info et le site internet. L'un des problèmes reste l'accès aux coordonnées à jour des syndiqué·es.

Comment participer ?

Tout·e syndiqué·e à un syndicat de la FSU peut participer au congrès départemental. Si vous recevez ces Pages Ardéchoises, vous en faites forcément partie. Il vous suffit donc de vous inscrire par courrier ou par mail (fsu07@fsu.fr) en indiquant vos nom, prénom et syndi-

cat. En retour, vous recevrez une convocation. **Votre supérieur hiérarchique ne peut pas s'opposer à votre participation.** Il faut cependant le prévenir de votre absence en lui faisant parvenir cette convocation.